Motion de MM. Patrice Reynaud, Jean-Marie Hainaut, Jean-Pierre Oberholzer, Georges Queloz, Jean-Marc Froidevaux, Armand Schweingruber, André Kaplun, Alexis Barbey, Blaise Hatt-Arnold, Mmes Linda de Coulon, Renate Cornu, Marie-Thérèse Bovier, Florence Kraft-Babel, Bérengère Rosset et Nathalie Fontanet: «De l'opportunité de la conservation de la gratuité des premières heures de parkings des centres commerciaux».

(refusée par le Conseil municipal lors de la séance du 13 novembre 2004)

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la récente intention du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL) de rendre les parkings des centres commerciaux payants dès la première heure;
- l'acceptation «forcée» des propriétaires du centre commercial de la Praille de faire payer dès la première heure les parkings à la disposition de la clientèle en raison de la volonté de l'Association transports et environnement (ATE) de consacrer les recettes découlant de ce paiement des premières heures à un fonds en faveur du développement des transports publics dans le quartier concerné;
- la volonté actuelle de l'ATE de recourir contre la décision d'offrir la gratuité des deux premières heures de parcage aux futurs usagers des parkings, bientôt agrandis, du centre commercial de Balexert;
- les tentatives réglementaires du DAEL d'imposer à tous les centres commerciaux de Genève de rendre payants leurs parkings dès la première heure;
- l'évidente ingérence dans la gestion privée des entreprises propriétaires de parkings attachés aux centres commerciaux que constituent de telles tentatives;
- le principe constitutionnel de liberté d'organisation et de gestion du commerce privé dès lors que ni l'une ni l'autre ne contreviennent à l'ordre public;
- l'absolu besoin de neutralité du DAEL dans sa délivrance de permis de construire;
- la nécessité économique genevoise d'encourager l'ensemble de ces commerces de moyenne et grande surface face à la concurrence étrangère, et notamment française;
- l'interpellation urgente écrite récemment déposée par un député du Grand Conseil au sujet de ce même objet;
- la volonté clairement exprimée par les citoyennes genevoises et les citoyens genevois du libre choix de leur moyen de transport, public ou privé,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de:

- bien vouloir solliciter les autorités exécutives cantonales de renoncer définitivement à leur projet d'interdire aux centres commerciaux la gratuité des premières heures d'usage de leurs parkings;
- encourager de façon égalitaire l'accès à toutes et tous des centres commerciaux de Genève tant par le mode public que par le mode privé;
- s'interdire toute démarche visant à limiter le libre choix de son moyen de transport pour tout usager des centres commerciaux genevois.